

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/TE/R/2  
25 juillet 2002

(02-3685)

Comité du commerce et de l'environnement  
Session extraordinaire

## RAPPORT RÉSUMÉ SUR LA DEUXIÈME RÉUNION DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DU COMMERCE ET DE L'ENVIRONNEMENT

11 ET 12 JUIN 2002

Note du Secrétariat<sup>1</sup>

1. La session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement (CCE) a tenu sa deuxième réunion les 11 et 12 juin 2002 pour examiner l'ordre du jour contenu dans l'aérogamme annonçant la réunion (WTO/AIR/1806). Mme l'Ambassadeur Yolande Biké (République du Gabon) a présidé la réunion.

### I. ORGANISATION DES TRAVAUX

#### A. ADOPTION DES RÉSULTATS DES CONSULTATIONS INFORMELLES (TENUES LE 3 MAI 2002)

2. La session extraordinaire du CCE a adopté les résultats des consultations informelles sur l'organisation des travaux tenues le 3 mai 2002. S'agissant des *phases du travail*, il a été convenu que les travaux de la session extraordinaire commenceraient par une période préparatoire durant laquelle les participants examineraient les concepts contenus au paragraphe 31 de la Déclaration ministérielle de Doha et étudieraient les notes d'information élaborées par le Secrétariat et communiquées par les participants. Il a été décidé que la session extraordinaire ne répartirait pas son travail en phases rigides et ne leur fixerait pas d'échéances. Pour ce qui est du nombre de réunions à tenir en 2002, il a été convenu que la session extraordinaire tiendrait un total de quatre réunions et que la quatrième serait consacrée à une séance d'information avec les accords environnementaux multilatéraux (AEM).

3. S'agissant des phases du travail, le représentant des Philippines s'est associé à la décision prise mais a souligné l'importance d'élaborer en temps opportun des lignes directrices pour les négociations. Ces lignes directrices garantiraient que le rythme et l'ordre des travaux de la session extraordinaire seraient adéquats et écarteraient le risque que des questions imprévues ne se glissent dans les négociations. Ces lignes directrices devraient établir certains principes en vue du processus de négociation tels que la transparence, la non-discrimination, le traitement spécial et différencié et la participation effective des pays en développement (qui nécessiterait une assistance technique et un renforcement des capacités). Il devrait également être tenu compte des précisions apportées au paragraphe 32. Ce procédé était utilisé aux fins des négociations sur l'agriculture et était une approche que la session extraordinaire du CCE aurait avantage à considérer.

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat, sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droit et obligations dans le cadre de l'OMC.

**B. PLANIFICATION DE LA SÉANCE D'INFORMATION SUR LES AEM**

4. La session extraordinaire du CCE est convenue que la séance d'information sur les AEM qui serait tenue à sa quatrième réunion durerait un jour et serait menée de façon informelle. Il a été décidé que la session extraordinaire porterait sur le paragraphe 31 ii) de la Déclaration ministérielle de Doha concernant les "procédures d'échange de renseignements régulier entre les secrétariats des AEM et les Comités de l'OMC pertinents, ainsi que les critères pour l'octroi du statut d'observateur", et que l'on garderait à l'esprit la possibilité de tenir une autre séance de ce genre en 2003.

5. Il a été décidé d'inviter les 13 organisations qui avaient participé précédemment aux séances d'information sur les AEM dans le cadre du CCE ordinaire ainsi que le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Cela ne préjugerait pas de ce que les participants considéreraient être un "AEM". Les 13 organisations seraient les suivantes:

1. Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (Convention de Bâle);
2. Convention sur la diversité biologique (CDB) et son Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques;
3. Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR);
4. Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES);
5. Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (ICCAT);
6. Forum intergouvernemental sur les forêts (FIF);
7. Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT);
8. Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (Protocole de Montréal);
9. Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international;
10. Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (POP);
11. Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS);
12. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC);
13. Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons.

6. La séance d'information porterait sur les présentations faites par ces organisations et les questions posées par les participants à la réunion. Il a été indiqué qu'il n'était pas nécessaire que toutes les organisations fassent une présentation et que d'autres structures pourraient être examinées afin de donner lieu à une réunion interactive. Ainsi, une délégation a proposé que les organisations qui s'intéressaient à des questions similaires soient invitées à combiner leurs présentations.

7. La Présidente a indiqué que des invitations seraient lancées aux 13 organisations et au PNUE dès que le Secrétariat aurait trouvé une date convenable pour cette réunion.

**II. PARAGRAPHE 31 I) – RÈGLES DE L'OMC ET OBLIGATIONS COMMERCIALES SPÉCIFIQUES ÉNONCÉES DANS LES AEM**

8. La Présidente a appelé l'attention des participants sur les nouveaux documents distribués au titre de ce point: 1) document TN/TE/S/1 du Secrétariat, intitulé *AEM et règles de l'OMC: propositions présentées au CCE entre 1995 et 2002*; 2) document TN/TE/W/2 de l'Argentine; 3) document TN/TE/W/4 de la Suisse; et 4) document TN/TE/W/7 de l'Australie. Elle a rappelé aux participants que les Communautés européennes (CE) avaient également distribué un document au titre

de ce point à la réunion de mars (document TN/TE/W/1). L'Argentine, la Suisse et l'Australie ont présenté leurs documents et la discussion ci-après a suivi.

#### A. LE MANDAT

9. S'agissant du mandat, le représentant des États-Unis a indiqué que sa délégation partait du principe que la relation OMC-AEM fonctionnait bien. Les règles de l'OMC n'avaient pas fait obstacle aux obligations commerciales entre les parties aux AEM et n'avaient pas empêché les négociateurs des AEM d'inclure des obligations commerciales dans les AEM lorsque cela avait été jugé nécessaire à des fins environnementales. Pour leur part, les négociateurs des AEM ont cherché en général à concevoir leurs dispositions commerciales de façon à assurer la réalisation d'objectifs environnementaux spécifiques, en particulier entre les Parties, en tenant compte des incidences liées à l'OMC. Il a toutefois reconnu que, d'un point de vue juridique, l'aspect "AEM" d'une mesure commerciale appliquée à des fins environnementales n'était pas nécessairement déterminant sur le plan de la compatibilité avec l'OMC. La mise en œuvre par une partie de ses obligations internationales, y compris celles découlant des AEM, pouvait susciter des préoccupations liées à l'OMC si elle était effectuée de manière arbitraire ou donnait lieu à une discrimination injustifiable. Il a invité les participants à être conscients de ce qui ne figurait pas dans le mandat et a plaidé en faveur du maintien de l'intégrité des deux ensembles d'instruments juridiques. Concrètement, les participants devaient prendre garde de ne pas rendre les pays réticents à devenir partie à un AEM de peur qu'ils n'acceptent en même temps de renoncer à leurs droits au titre de l'OMC. Il a souligné qu'essentiellement rien ne pouvait remplacer le renforcement de la coordination nationale entre les décideurs et les négociateurs concernant les AEM et l'OMC.

10. Il a maintenu que le mandat portait sur une partie bien précise de la relation globale entre les mesures commerciales liées aux AEM et les règles de l'OMC. Premièrement, il y était question d'obligations commerciales, c'est-à-dire d'engagements juridiquement contraignants de prendre une mesure particulière. Le mandat ne portait pas sur les mesures commerciales prises par une partie à un AEM qui n'exigeait pas en fait de telles mesures. Deuxièmement, il visait les obligations qui étaient énoncées dans l'AEM. Ainsi, le mandat ne viserait pas les mesures commerciales que des parties à un AEM avaient décidé de prendre contre une partie si cette décision n'était pas énoncée en tant que telle dans l'AEM en question (s'il s'agissait, par exemple, d'une décision de la Conférence des Parties). Il en serait de même si la mesure n'était pas une "obligation" parce qu'elle avait été prise en vertu d'une décision. Troisièmement, le mandat visait les obligations commerciales entre les Parties. Il ne s'intéresserait donc qu'aux cas où les parties à un AEM auraient convenu de s'engager à prendre des mesures commerciales à l'égard des autres parties et non à l'égard des non-parties. Quatrièmement, le mandat de négociation précisait que ce n'était pas la relation entre les règles de l'OMC et les "AEM" en soi qui était à l'examen mais plutôt la relation entre ces règles et les obligations commerciales spécifiques (OCS) énoncées dans les AEM. Cinquièmement, le mandat faisait mention des règles de l'OMC "existantes" et ne requérait pas l'élaboration de nouvelles règles. Enfin, il a rappelé aux participants les précisions apportées au paragraphe 32 de la Déclaration.

11. Pour l'intervenant, l'ensemble du document des CE allait à l'encontre du mandat de Doha. Le document reprenait les positions bien connues des CE sur la relation entre les mesures commerciales liées aux AEM et l'OMC même si les ministres avaient décidé à Doha de n'aborder qu'une petite partie de cette relation. En fait, la note du Secrétariat (TN/TE/S/1) démontrait que la discussion avait évolué à bien des égards et que bon nombre des idées débattues il y a plusieurs années n'avaient plus la même pertinence aujourd'hui. Cela dit, il a reconnu que les CE avaient fait valoir quelques points importants à savoir que l'OMC devrait jouer un rôle central aux fins du développement durable, que les gouvernements du monde entier devraient élaborer leurs positions sur les AEM en tenant dûment compte des règles de l'OMC et qu'il existait des solutions de rechange efficaces aux mesures commerciales énoncées dans les AEM (dont l'assistance technique et d'autres formes de coopération).

12. Le représentant de l'Inde, s'exprimant au sujet de la question partie/non-partie, a rappelé que le mandat était limité à l'applicabilité des règles de l'OMC entre les parties à un AEM. Comme les modifications apportées aux AEM n'étaient pas toujours ratifiées par les parties à l'AEM, il estimait qu'un pays qui n'avait pas ratifié une modification devait être considéré non-partie à la modification.

13. Le représentant du Mexique a souligné qu'il importait que les régimes environnementaux internationaux soient fondés sur le consentement et non sur la coercition. La coopération, la transparence et la participation étaient les outils les plus importants pour réaliser un objectif environnemental. Selon le Mexique, le mandat de négociation était clair et précis. Il était logique, du point de vue de la procédure, de commencer par un recensement des AEM et des OCS qu'ils contenaient et d'examiner ensuite les résultats de ce recensement, comme le proposait l'Australie. Le mandat ne prévoyait pas que l'OMC s'érige en organe législatif international afin de définir ce qui était ou n'était pas un AEM. Cela outrepassait la compétence de l'OMC. Il ne faudrait procéder à l'élaboration de définition que si, après les deux premières phases proposées dans le document australien, la session extraordinaire en constatait la nécessité. Cela dit, la session extraordinaire n'avait pas besoin de définir les AEM pour savoir que les accords régionaux n'étaient pas visés.

14. La représentante de la Malaisie partageait le point de vue exprimé dans le document argentin selon lequel le paragraphe 31 i) visait la relation entre les règles de l'OMC et les OCS énoncées dans les AEM. Il ne visait pas la relation entre les règles de l'OMC et les AEM dans son ensemble ni les mesures commerciales prises en application des AEM ou les mesures qui pouvaient découler de la mise en œuvre de tels accords. Le mandat était limité aux OCS énoncées dans les AEM et à l'applicabilité des règles de l'OMC existantes entre les Parties à un AEM. Elle a soutenu qu'il fallait examiner les OCS, les AEM et les règles de l'OMC.

15. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a souligné que le mandat de la session extraordinaire sur cette question était beaucoup plus restreint que celui du CCE ordinaire. Il a rappelé que sa délégation avait accepté de tenir une discussion plus large sur la relation entre les AEM et les règles de l'OMC mais que le CCE ordinaire était le cadre approprié pour une telle discussion. Il lui semblait que les travaux de la session extraordinaire seraient productifs si le mandat était accepté tel quel, étant entendu toutefois qu'il ne représentait qu'une partie de la question potentiellement plus large des AEM et des règles de l'OMC. Il fallait mener les négociations à l'intérieur des limites du mandat.

16. Pour le représentant du Pakistan, le document argentin ne se limitait pas au mandat prévu au paragraphe 31 i) mais allait au-delà en analysant les incidences qu'aurait pour les Membres le fait de chercher à tenir compte des OCS énoncées dans les AEM. Cet aspect du document dépassait clairement la portée des négociations.

17. Le représentant du Brésil a donné des éclaircissements sur le contexte plus général dans lequel sa délégation concevait le mandat. Il a indiqué que depuis le Sommet de Rio, le Brésil avait contribué à faire mieux connaître les questions environnementales et le principe de la responsabilité commune mais différenciée. Le Brésil croyait en la nécessité d'harmoniser les AEM et les règles de l'OMC et c'était dans cet esprit qu'il souhaitait renforcer la compatibilité entre la Convention sur la diversité biologique (CDB) et l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC). Cela dit, le soutien mutuel du commerce et de l'environnement n'allait pas sans dire. Ainsi, les tentatives visant à rendre les obligations découlant des AEM automatiquement compatibles avec l'OMC pouvaient être contre-productives en raison de l'effet dissuasif qu'elles avaient sur la signature d'un AEM. Le Brésil a rappelé le consensus qui s'était dégagé à Singapour selon lequel "l'OMC offre de larges possibilités, très appréciables, d'appliquer des mesures commerciales dans le cadre d'AEM d'une manière compatible avec les règles qu'elle a établies". Pour le Brésil, il était essentiel de réduire la pauvreté car elle était peu propice à la protection de l'environnement. Les pays avaient donc besoin de plus et non de moins d'échanges. La nécessité de clarifier la relation OMC-AEM devait être réaffirmée. Pour ce faire, il faudrait préciser davantage

certaines aspects du mandat soit progressivement soit dans le cadre d'une phase préparatoire. Les problèmes devraient d'abord être mis au jour avant que des solutions soient élaborées.

18. Pour le représentant de Hong Kong, Chine, le mandat de négociation de la session extraordinaire était clair et précis et était assujéti aux nombreuses précisions prévues aux paragraphes 31 i) et 32. Le représentant de la Bolivie estimait comme la Nouvelle-Zélande et l'Argentine que le mandat de la session extraordinaire était différent de celui du CCE ordinaire et, comme le représentant des Philippines, s'est dit préoccupé de ce que certains participants essayaient d'en élargir la portée.

19. Le représentant du Canada a indiqué que l'OMC ne pouvait examiner que l'aspect commercial de la relation OMC-AEM. Il a soutenu qu'il serait inapproprié de faire reposer l'entière responsabilité du renforcement du soutien mutuel entre l'OMC et les AEM sur le commerce international. La Déclaration de Doha établissait un mandat de négociation très spécifique. Certaines des questions concernant la relation AEM-OMC qui avaient été débattues au cours des dernières années ne relevaient pas du mandat qui avait été convenu à Doha. Ces questions pouvaient et devraient être examinées dans le cadre du CCE ordinaire.

20. Le représentant du Japon a accueilli le document des CE avec intérêt et a demandé si elles considéraient que l'expression "règles de l'OMC existantes" utilisée au paragraphe 31 i) du mandat était limitée à l'article XX du GATT.

21. En réponse à la préoccupation exprimée par quelques délégations selon laquelle le mandat de négociation était élargi, le représentant des CE a indiqué que tous les Membres de l'OMC œuvraient sous les auspices de réunions ministérielles successives et qu'il fallait manifestement produire des résultats qui respectaient le mandat. Toutefois, il estimait que ce mandat pouvait être interprété de toutes sortes de façons comme en avaient témoigné les discussions de la session extraordinaire. Cela dit, il ne doutait pas que des progrès pouvaient être réalisés en dépit de ces diverses interprétations.

#### B. ACCORDS ENVIRONNEMENTAUX MULTILATÉRAUX

22. Le représentant des États-Unis a maintenu qu'il n'était pas nécessaire de définir l'expression AEM puisque le mandat prévu au paragraphe 31 i) n'envisageait pas de solution générique. Sa délégation n'était pas convaincue qu'il y avait eu des conflits entre les AEM et les règles de l'OMC nécessitant une telle approche. Le représentant du B Brésil a déclaré que sa délégation n'avait pas encore décidé s'il fallait définir l'expression AEM.

23. Le représentant de l'Inde, partageant l'avis des États-Unis, s'est interrogé sur l'utilité d'une approche générique pour définir les AEM. Il estimait que le critère avancé au paragraphe 13 du document argentin pourrait poser des problèmes si on cherchait à définir les AEM de façon très spécifique. Ainsi, il s'est demandé comment l'Argentine pouvait maintenir que les AEM qui avaient été "négociés par plus de deux parties" pouvaient également être considérés comme ayant "atteint un certain degré d'universalité". Par ailleurs, l'Inde ne partageait pas la position des CE selon laquelle un AEM pouvait s'entendre d'un accord entre au moins trois parties. Il a indiqué que les négociations avaient pour but de renforcer l'effort multilatéral visant à remédier aux problèmes environnementaux transfrontières ou mondiaux grâce au consensus international. Les Membres avaient lancé ces négociations dans cet esprit. Définir les AEM comme le proposaient les CE irait à l'encontre de l'objectif des négociations.

24. Pour le représentant du Chili, l'expérience montrait que les négociations menées sous les auspices des Nations Unies ne garantissaient pas l'universalité. Par ailleurs, de nombreux problèmes environnementaux régionaux nécessitaient également une solution. Le Chili était donc d'avis qu'il pouvait y avoir une certaine logique à inclure les accords régionaux sur les pêches, par exemple, dans

la définition de l'expression AEM. Il fallait considérer qu'un AEM était "multilatéral" si, entre autres éléments, il était ouvert à toutes les parties intéressées.

25. Faisant valoir que le but des accords régionaux était de faire face à des problèmes propres à une région particulière et non pas nécessairement à des problèmes mondiaux, le représentant de l'Indonésie a demandé aux CE d'indiquer pourquoi elles les incluaient dans sa définition.

26. Le représentant de la Malaisie a déclaré qu'il fallait spécifier quels seraient les AEM examinés par la session extraordinaire car elle ne se pencherait pas sur tous les accords environnementaux. La session pourrait alors recenser les OCS énoncées dans les AEM en question. Par ailleurs, la Malaisie était d'avis que les accords environnementaux limités à une région ou les accords qui visaient une espèce ou un produit particulier, qui n'étaient pas ouverts à tous, ne constituaient pas des AEM.

27. Le représentant de Hong Kong, Chine partageait l'orientation générale de l'interprétation de l'expression AEM énoncée dans le document argentin mais souhaitait que l'Argentine précise ce qu'elle entendait par des AEM atteignant un "certain degré d'universalité". Le document argentin constituerait un document de référence important mais il ne lui semblait pas nécessaire d'engager une longue discussion sur la définition des AEM.

28. Pour le représentant de la Corée, il était essentiel que les discussions reposent sur une communauté de vues sur le mandat, y compris sur les expressions AEM et OCS. La Corée était d'avis que les AEM visés par le paragraphe 31 i) devaient avoir une portée mondiale comparable à celle de l'OMC. Les participants admettraient plus facilement les AEM dont l'objectif était mondial que ceux qui n'avaient qu'une portée régionale.

29. Le représentant de Cuba a déclaré que pour commencer les travaux au titre du paragraphe 31 i), il n'était pas nécessaire de définir l'expression AEM mais plutôt de dresser une liste des accords environnementaux dont il faudrait tenir compte dans les négociations. À titre préliminaire, il a proposé les critères ci-après aux fins de l'inclusion d'AEM sur la liste: qu'il s'agisse d'accords dont l'objectif fondamental était la protection de l'environnement conformément au paragraphe introductif et aux paragraphes b) et g) de l'article XX du GATT; et qu'ils soient ouverts à toute partie intéressée. Les éléments figurant au paragraphe 13 du document argentin lui ont également semblé utiles et il était d'accord avec certains d'entre eux.

30. Le représentant du Japon a d'abord fait des observations sur la définition des AEM figurant dans le document des CE. Il semblait au Japon qu'il faudrait préciser le sens du terme "environnement" utilisé au paragraphe 6 du document des CE en tenant compte de l'article XX b) et g) du GATT, de l'article 2.2 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC) ou des rapports des groupes spéciaux. S'agissant du critère de l'ouverture aux non-parties figurant au paragraphe 7 c), le Japon était d'avis qu'il fallait faire preuve de souplesse dans l'application de ce critère aux accords régionaux sur la pêche, compte tenu du fait qu'Action 21 et la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer reconnaissaient l'importance de ces accords pour la conservation et l'utilisation de la faune et de la flore marines.

31. S'agissant du document argentin, le Japon a soutenu qu'une interprétation trop stricte de certains termes du mandat pourrait réduire la portée des négociations. Comme l'un des principaux objectifs était d'assurer la stabilité juridique et la prévisibilité, il s'est interrogé sur les conséquences d'un mandat limité aux AEM qui étaient déjà "en vigueur", comme le proposait l'Argentine. Il a demandé comment la session extraordinaire tiendrait compte des AEM qui n'étaient pas entrés en vigueur, en particulier si leurs textes avaient déjà été adoptés et signés par certains pays. Le représentant du Kenya a posé la même question, en mentionnant, à titre d'exemple, le Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques et la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants. Les résultats des négociations s'appliqueraient-ils à ces accords? Il lui semblait qu'il

serait plus raisonnable d'inclure dans les négociations tous les accords qui prescrivait des mesures commerciales ou qui avaient des objectifs commerciaux. Le représentant des CE a ajouté que sans préjuger de ce que serait le résultat des négociations pour ces AEM qui n'étaient pas encore entrés en vigueur, il incombait à la session extraordinaire de veiller à ce que le résultat tienne compte autant que faire se peut des événements futurs. En conséquence, elles ont demandé que les AEM qui n'étaient pas encore entrés en vigueur soient au moins soumis à l'étude et à l'analyse de la session extraordinaire.

32. Le représentant de l'Argentine a expliqué qu'il était impossible de tenir compte d'obligations qui n'existaient pas déjà ou qui n'étaient pas encore entrées en vigueur. Il ne pouvait donc pas accepter l'interprétation du Kenya selon laquelle le paragraphe 31 i) pourrait englober tous les AEM. En réponse aux observations concernant l'utilisation dans le document argentin de deux termes apparemment contradictoires, à savoir les termes "multilatéral" et "universel", il a précisé que le multilatéralisme était un pas vers l'universalité. Un accord négocié entre plus de deux parties (et qui était donc multilatéral) pouvait atteindre l'universalité lorsque le nombre de ses parties augmentait. Les accords visés au paragraphe 31 i) devraient être multilatéraux et au moins aussi universels que l'Accord de l'OMC lui-même. S'agissant de l'observation du Japon concernant l'interprétation restrictive du mandat faite par l'Argentine, il a indiqué que le mandat était le mandat et qu'il ne pouvait tout simplement pas être modifié.

33. Le représentant des CE a déclaré que même s'il existait une liste d'AEM universellement reconnus, les CE ne pouvaient prendre le risque qu'elle soit fermée définitivement. Il ne partageait pas l'opinion selon laquelle les AEM devaient être des accords qui étaient entrés en vigueur ou qui étaient universels; il partageait cependant le point de vue selon lequel les AEM devaient être ouverts durant le processus de négociations et après l'entrée en vigueur. Même si la négociation d'un tel accord sous les auspices des Nations Unies en faisait manifestement un AEM, d'autres procédures ouvertes suffisaient. Il a indiqué qu'il faudrait déterminer dans quelle mesure les questions environnementales devaient constituer un objectif prédominant pour qu'un AEM soit admis. S'agissant de l'inclusion des accords régionaux dans la définition des AEM, il a maintenu que les accords propres à des régions, à des produits ou à des espèces pouvaient quand même présenter un intérêt pour le monde entier. À titre d'exemple, il a mentionné l'accord sur la protection de l'Antarctique, un accord régional auquel certains pays sans drapeaux en Antarctique étaient devenus parties. De même, de nombreux pays ne produisant pas de bois tropicaux étaient Parties à l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT). S'il pouvait être maintenu que la préservation de l'Antarctique et des bois tropicaux n'étaient pas des préoccupations mondiales, sa délégation était d'avis que leur préservation concernait l'ensemble de la communauté des nations. Ils devraient donc être du ressort des travaux de la session extraordinaire.

#### C. MESURES COMMERCIALES/OBLIGATIONS COMMERCIALES SPÉCIFIQUES

34. S'agissant de la définition d'une OCS figurant dans le document des CE, le représentant des États-Unis a réitéré la position des États-Unis sur ce qui n'était pas une OCS: une mesure qui n'était pas prévue expressément ni rendue obligatoire par un AEM, une mesure qui n'était pas énoncée dans l'AEM mais que les parties pouvaient décider de mettre en œuvre, ou une mesure non obligatoire au titre de l'AEM mais que les parties pouvaient décider de mettre en œuvre. Même s'il était possible que des mesures relevant de ces trois catégories, énoncées dans le document des CE, existent et qu'elles existaient effectivement, elles n'étaient manifestement pas visées par le mandat de Doha.

35. Le représentant du Chili a affirmé que les mesures commerciales devaient être considérées comme des mesures de dernier recours pour les AEM et qu'il faudrait privilégier la coopération et l'assistance technique, ainsi que les mesures qui n'ont pas d'incidence sur les échanges. Pour le Chili, l'expression OCS jouait un rôle important dans le mandat et il a mis l'accent sur l'aspect "applicabilité" des OCS. Il a fait observer que lorsque les gouvernements jugeaient que les mesures commerciales

étaient le meilleur outil disponible pour mettre en œuvre les objectifs des AEM, ils avaient tendance à donner à ces mesures une plus grande légitimité au titre des AEM qu'aux actions appelées par les CE "*obligations de résultat*". En d'autres termes, ils avaient tendance à les rendre obligatoires. Il était bien connu que les pays négociaient les mesures commerciales avec plus de prudence quand ils savaient qu'ils seraient tenus de les mettre en œuvre. Cela donnait aux mesures obligatoires une légitimité particulière dont il fallait tenir compte dans les présentes négociations. Comme première étape en vue de définir plus précisément les OCS, la note du Secrétariat WT/CTE/W/160/Rev.1, intitulée *Matrice des mesures commerciales prises au titre de divers AEM*, pourrait être étudiée, comme cela était proposé dans le document australien.

36. S'agissant des OCS, le représentant des CE a déclaré qu'il fallait éviter d'établir une définition des échanges plus étroite que celle qui s'appliquait dans le cadre de l'OMC. Il a indiqué que la spécificité serait une question linguistique et de négociation centrale qu'il ne fallait pas préjuger. Il a rappelé la position précédente des CE selon laquelle l'ampleur du résultat au titre de cette partie du Programme de Doha pour le développement produirait des bénéfices proportionnels à sa portée. Partir du principe que le résultat était très étroit, ou qu'il n'y avait pas eu de résultat, pouvait compromettre l'ensemble des efforts nécessaires à la réalisation des objectifs du Programme de Doha pour le développement. Il lui semblait également que la tenue de négociations sur des obligations dans l'abstrait pouvait donner lieu à un débat théorique du genre que tous les pays souhaitaient éviter. Il était d'avis que le mandat ne restreignait pas les travaux de la session extraordinaire aux obligations énoncées dans le texte des AEM et n'écartait pas les obligations découlant d'une décision des Conférences des Parties ou prévues aux annexes ou aux protocoles aux AEM.

37. Le représentant de la Malaisie a maintenu que la session extraordinaire devait distinguer entre les mesures commerciales non obligatoires et les OCS obligatoires. Les OCS énoncées dans les AEM qui étaient d'abord considérées pertinentes par la session extraordinaire pourraient être examinées. Il faudrait également définir les règles pertinentes de l'OMC en regard desquelles les OCS seraient étudiées. La Malaisie a soutenu qu'on ne pouvait établir d'hypothèse *a priori* concernant la compatibilité entre les OCS et les règles de l'OMC.

38. Le représentant du Pakistan a rappelé aux participants que le mandat de Doha requérait le recensement d'OCS et d'AEM qui contenaient de telles OCS. Il fallait attacher beaucoup d'importance à l'utilisation du terme "spécifiques" dans le mandat puisque les mesures commerciales devaient être expressément prévues dans un AEM. Le mandat ne visait pas tous les AEM qui contenaient une quelconque référence à une mesure commerciale. Le Pakistan était toujours d'avis que les règles de l'OMC, en particulier l'article XX du GATT, étaient suffisantes pour tenir compte des mesures commerciales, si elles respectaient les principes suivants: avoir un minimum d'effets restrictifs sur les échanges, ne pas constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent ou ne pas être appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international. Il pouvait être utile de tenir des discussions sur l'environnement au sein de l'OMC pour autant qu'elles tenaient compte du développement durable. Le développement était un élément essentiel du développement durable et il fallait garder à l'esprit les principes de la responsabilité commune mais différenciée et du traitement spécial et différencié.

39. Les représentants de Singapour et du Brésil étaient d'accord avec la manière dont les OCS avaient été définies dans le document argentin, et pensaient également qu'elles devaient être obligatoires. Le Brésil a ajouté que cela correspondait à la première catégorie de mesures énoncées dans le document des CE. Le Brésil partageait aussi les préoccupations de l'Argentine concernant la création de différentes catégories de Membres de l'OMC si une place était faite, à l'OMC, aux mesures commerciales relevant des AEM, en raison de l'effet dissuasif que cela pourrait avoir sur la signature d'AEM.



40. Les représentants de Hong Kong, Chine et de l'Inde ont partagé l'avis exprimé dans le document argentin selon lequel l'expression OCS visait les obligations et les engagements juridiques énoncés expressément ayant trait à des mesures à l'exportation et à l'importation. L'expression ne visait pas les mesures qui n'étaient pas expressément prévues ou qui n'étaient pas obligatoires.

41. Le représentant du Canada a lancé un appel en faveur de la poursuite de toutes les formes de coopération entre l'OMC, le PNUE et les AEM (décrites dans le document WT/CTE/W/209). Il a maintenu, qu'à long terme, une relation cohérente entre l'OMC et les AEM existants et à venir permettrait d'éviter le recours indu aux mesures commerciales pour faire face aux questions environnementales, d'éviter qu'il soit fait obstacle à l'élaboration d'AEM et favoriserait la conformité aux AEM et le respect de leurs obligations. Il s'agissait d'un objectif important puisque les solutions multilatérales aux problèmes environnementaux étaient l'approche privilégiée par les Membres de l'OMC comme l'indiquait le rapport du CCE à la Conférence ministérielle de Singapour.

42. Le Canada était d'avis que pour aller de l'avant dans le cadre du mandat de négociation, il fallait établir une communauté de vues sur la relation entre les règles existantes de l'OMC et les OCS énoncées dans les AEM entre les parties aux AEM en question. Le Canada en était encore au début de son analyse de la portée du paragraphe 31 i) mais, à première vue, il était d'avis que la "spécificité" était un point essentiel des discussions. Pour le Canada, les OCS comprenaient les mesures commerciales dont il était expressément prévu par les AEM qu'elles devaient être mises en œuvre par les parties. En revanche, il estimait que les mesures commerciales établies par une partie en application des objectifs des AEM n'entraient pas dans le cadre du paragraphe 31 i). Cela dit, il faudrait examiner plus avant la ligne de démarcation précise entre ces deux types de mesures. Une étude préliminaire des dispositions des AEM existants, telles que décrites au document de l'OMC WT/CTE/W/160/Rev.1, donnait à penser que les AEM avaient utilisé les OCS de diverses manières. Pour le Canada, les principes généraux de l'interprétation des traités internationaux auraient un rôle à jouer afin de mieux comprendre la relation AEM-OMC.

43. Le représentant de la Corée a déclaré qu'il fallait établir la ligne de démarcation entre les obligations commerciales spécifiques et non spécifiques de façon à accroître la prévisibilité et la stabilité de la relation OMC-AEM.

44. Le représentant du Japon a formulé des observations sur l'expression OCS telle que définie dans le document des CE. Se référant au paragraphe 25 du document, le Japon a soutenu qu'il fallait bien comprendre la différence sur le plan des incidences juridiques entre les mesures commerciales obligatoires et les mesures autorisées par les AEM (à savoir les mesures discrétionnaires). Les OCS devaient respecter les principes fondamentaux de l'OMC, tels que la non-discrimination ainsi que les prescriptions en matière de transparence découlant de l'interprétation du paragraphe introductif de l'article XX du GATT. Évoquant les discussions qui avaient eu lieu sur les AEM au sein du CCE ordinaire, le Japon était d'avis que rien ne faisait obstacle à ce que les mesures commerciales prévues par les AEM soient considérées conformes à l'OMC si ces mesures étaient énoncées clairement et que leur mise en œuvre respectait certaines conditions de procédure visant à éviter qu'elles soient utilisées de façon arbitraire. Il était difficile de considérer les mesures commerciales qui n'étaient pas expressément prévues ou qui n'étaient pas rendues obligatoires par un AEM automatiquement conformes à l'OMC puisqu'il y avait peu de moyens de réduire au minimum la possibilité qu'elle soit utilisée de façon arbitraire.

45. Compte tenu de l'importance du renforcement de la stabilité et de la prévisibilité juridique de la relation entre les mesures commerciales spécifiques énoncées dans les AEM et les règles de l'OMC, le Japon jugeait qu'il était utile d'examiner la conformité des mesures commerciales énoncées dans les AEM comportant un certain degré de spécificité. Il pourrait notamment s'agir des mesures commerciales qui étaient décrites au deuxième point du paragraphe 25 du document des CE. Ces OCS pourraient être réputées, sauf réfutation, conformes à l'OMC si elles remplissaient des conditions

additionnelles dont notamment la nécessité, la proportionnalité et la suffisance des éléments de preuve scientifiques. S'agissant du paragraphe 29 du document des CE, le Japon était d'avis qu'il serait plus réaliste d'adopter un mémorandum d'accord ou des principes d'interprétation sur les règles de l'OMC relatives aux OCS prévues par les AEM que d'appliquer les principes du droit international public, tels que la *lex specialis*, car il pourrait être difficile de distinguer entre les ensembles généraux et spécifiques de règles de droit.

#### D. RÉSULTAT POTENTIEL

##### *Document argentin*

46. Contrairement à ce qui était indiqué dans le document argentin, le représentant des États-Unis, était d'avis qu'il était prématuré de soutenir que les négociations devaient déboucher sur une "solution normative". S'agissant du critère énoncé à la section IV du document, le représentant de Singapour estimait qu'il était important de ne pas préjuger du résultat des négociations. Il pensait aussi qu'il était trop tôt pour discuter de la section VI. Il semblait au représentant de la Malaisie qu'il serait utile de débattre davantage des trois critères de la complémentarité, de la dérogation et du conflit, exposés dans le document argentin, au cours de la phase préparatoire. Le représentant du Pérou partageait l'évaluation de l'Argentine des risques associés à la création de diverses catégories de Membres de l'OMC et a soutenu qu'il était important de ne pas préjuger du résultat des négociations.

##### *Document suisse*

47. Le représentant de la République tchèque a indiqué qu'étant partie à la plupart des AEM importants, sa délégation appuyait la proposition suisse. Toutefois, un certain nombre d'autres délégations ont exprimé l'avis que la proposition figurant dans le document suisse était prématurée et qu'il ne fallait pas préjuger du résultat des négociations au titre du paragraphe 31 i). Il s'agissait des délégations suivantes: États-Unis, Chili, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Brésil, Singapour, Cuba, Canada et Uruguay. En particulier, les États-Unis ont soutenu qu'il ne serait pas logique de se hâter à négocier une solution quand aucun problème spécifique n'avait encore été mis au jour. Le Pakistan a déclaré qu'une décision interprétative pouvait également avoir pour effet d'élargir le mandat de négociation. La Nouvelle-Zélande a indiqué qu'il était trop tôt pour conclure que le règlement des différends ne pouvait faire partie de la solution aux questions entrant dans le cadre des négociations.

48. Le représentant du Chili a déclaré que la solution proposée par la Suisse était prématurée mais il a ajouté qu'elle était conforme au mandat de Doha car elle n'accroissait pas ou ne diminuait pas les droits et obligations des Membres. Il estimait comme la Suisse que s'il était vraiment nécessaire de trouver une solution, il y avait lieu de ne pas s'en remettre aux groupes spéciaux ou à l'Organe d'appel et de ne pas passer par une modification à l'article XX du GATT pour les raisons données par la Suisse. Suivant la logique de la Suisse, il lui était difficile d'admettre qu'une mesure adoptée dans une instance soit contestée dans une autre instance si, durant la négociation de la mesure, on avait pris la peine de veiller à ce qu'elle fût vraiment nécessaire. Toutefois, avant d'accepter de présumer que les mesures commerciales prises au titre d'AEM étaient conformes à l'OMC, comme la Suisse le proposait, le Chili estimait qu'il devait n'y avoir aucun doute quant aux obligations commerciales spécifiques qui seraient visées par la présomption. Le Chili estimait qu'au lieu de l'expression "présomption de conformité", le libellé de l'article XX selon lequel "rien dans le présent accord ne sera interprété comme empêchant l'adoption ou l'application par toute partie contractante des mesures ..." devrait suffire. Cela dit, le Chili était d'avis que quelle que soit la légitimité ou la nécessité d'une mesure commerciale dans un AEM, il devrait toujours être possible d'en contester l'application en regard du paragraphe introductif de l'article XX de l'OMC. Il a demandé à la Suisse si elle partageait ce point de vue car, si, à un certain point dans son document, elle semblait donner à penser qu'elle le partageait, il y était également indiqué que les Membres n'auraient plus à faire la preuve que leurs mesures tombaient sous le coup des exceptions prévues à l'article XX b) ou g)

(en d'autres termes, ils n'auraient plus à démontrer que les mesures étaient nécessaires ou qu'elles étaient arbitrairement discriminatoires ou protectionnistes). Le représentant de Cuba estimait également qu'il ne fallait pas s'en remettre au mécanisme de règlement des différends pour décider de la relation entre les règles de l'OMC et les AEM.

49. Répondant aux observations qui avaient été formulées, le représentant de la Suisse a indiqué que même si un certain nombre de délégations maintenaient que la proposition suisse était prématurée, il était important de débattre de points concrets afin d'arriver à des résultats concrets. Pour la Suisse, il n'y avait aucune contradiction entre la présomption de conformité préconisée au paragraphe 8 et les principes énoncés au paragraphe 7 de son document. Il appartenait à chaque système juridique de décider des actions relevant de son mandat. Si un AEM jugeait qu'il était nécessaire de recourir à des mesures commerciales pour accomplir un objectif environnemental, alors ces mesures devaient bénéficier d'une présomption de conformité avec l'OMC.

#### *Autres questions*

50. Le représentant de la Norvège a insisté sur la nécessité de renforcer la coordination nationale entre les décideurs commerciaux et environnementaux. Il a maintenu que s'il était souhaitable que les gouvernements tiennent compte de leurs obligations au titre de l'OMC lorsqu'ils négociaient des AEM, les négociateurs de l'OMC devaient également tenir compte des AEM lorsqu'ils négociaient les règles de l'OMC. La coopération entre les Secrétariats de l'OMC et des AEM était utile mais la coordination nationale était indispensable.

51. La Norvège a mis en garde la session extraordinaire contre l'établissement d'une ligne de démarcation entre les obligations commerciales spécifiques et non spécifiques. Premièrement, une telle action relevait de la compétence des AEM et non de l'OMC. La Norvège se demandait s'il était utile que l'OMC aborde unilatéralement des questions qui ne relevaient pas de sa compétence. Tenter de définir unilatéralement ces obligations aurait pour effet de compliquer les négociations. Deuxièmement, la Norvège a demandé aux participants d'examiner quelles seraient les conséquences d'une telle ligne de démarcation. Si quelques mesures étaient considérées "spécifiques" et qu'il était décidé qu'elles tombaient sous le coup du mandat de négociation, l'OMC commencerait-elle à établir une distinction entre les AEM? L'établissement d'une définition des OCS pourrait contribuer à établir une hiérarchie entre les AEM et les règles de l'OMC. Cela créerait une incertitude qui pourrait nuire au droit international de l'environnement et déboucher sur plus d'unilatéralisme au détriment du multilatéralisme.

52. Dans leur document, les CE soutenaient qu'il était fort improbable, tant du point de vue politique que juridique, que des différends sur des OCS surviennent entre des parties. La Norvège était du même avis. Il en avait déjà été convenu à Singapour. Elle a ajouté qu'aucun conflit entre les règles de l'OMC et les AEM n'était survenu à ce jour, y compris sur les mesures non obligatoires prévues par les AEM. La discussion sur cette question était donc très théorique. Cela ne voulait pas dire qu'aucune clarification n'était nécessaire pour éviter les conflits potentiels, surtout au regard de la question des non-parties.

53. Le mandat, tel qu'il était formulé, visait les Membres de l'OMC qui étaient parties à un AEM. Cela étant, si les négociations étaient vraiment limitées aux parties, la Norvège se demandait si le CCE était le cadre approprié pour un tel débat. Le représentant a indiqué que la Norvège serait réticente à négocier la relation entre les règles de l'OMC et les AEM dont elle n'était pas partie. Cela pourrait donner aux non-parties aux AEM une influence indue sur la manière dont les mesures énoncées dans les AEM étaient interprétées. Cela pourrait également diminuer les droits découlant de l'OMC des Membres qui n'étaient pas des parties aux AEM dont il était question. Pour la Norvège, ces considérations rendaient le consensus de Singapour d'autant plus valable. Il établissait des principes utiles à l'intention des Membres sur la relation OMC-AEM.

54. Selon le représentant de l'Indonésie, les Membres considéraient que les AEM et les règles de l'OMC se renforçaient mutuellement. Les ministres ont reconnu à Doha que les objectifs consistant à préserver le système commercial multilatéral, et à œuvrer en faveur de la protection de l'environnement et de la promotion du développement durable se renforçaient mutuellement. C'était dans ce contexte que le mandat prévu au paragraphe 31 avait été convenu et il fallait l'exécuter "sans préjuger du résultat". Les négociations devant la session extraordinaire étaient difficiles car l'Indonésie était d'avis que les AEM ne devraient pas faire obstacle à l'objectif de l'OMC visant à libéraliser les échanges.

55. Pour l'Indonésie, le premier impératif était de parvenir à une communauté de vues sur le mandat. Il fallait prêter une attention particulière aux expressions "applicabilité de ces règles de l'OMC existantes entre les parties aux AEM" et "OCS". Comme l'avait signalé l'Argentine, ces mots donnaient une plus grande précision au mandat de négociation. Quelle que serait la solution à laquelle on parviendrait au titre de ce point, il importait de ne pas ouvrir la porte aux obligations commerciales utilisées entre les parties à un AEM ou de permettre aux Membres de prendre des mesures environnementales qui constituaient des restrictions déguisées au commerce. Les mesures commerciales avaient un rôle à jouer dans les AEM mais, pour les pays en développement, le renforcement des capacités, l'aide financière ainsi que le transfert de technologie contribuaient beaucoup plus à faciliter la mise en œuvre d'un AEM. Il fallait également garder à l'esprit que les règles actuelles de l'OMC avaient donné aux Membres la souplesse nécessaire à la mise en œuvre des objectifs environnementaux. Le résultat des négociations ne pouvait pas diminuer la flexibilité dont disposaient les Membres de l'OMC mais il ne pouvait pas non plus permettre aux Membres de prendre des mesures commerciales discriminatoires.

56. Le représentant de Cuba a indiqué qu'il appuyait l'orientation générale du document des CE qui était d'éviter le recours aux mesures commerciales unilatérales et aux mesures environnementales qui constituaient une restriction déguisée au commerce mais il ne pouvait appuyer la conclusion du document selon laquelle les OCS devaient automatiquement être considérées conformes à l'OMC.

57. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a indiqué qu'à ce stade il préférerait ne pas présumer qu'une solution monolithique serait requise. Au cours de discussions antérieures, la Nouvelle-Zélande avait appelé l'attention sur des propositions précédentes qui pourraient faire partie d'une solution à plusieurs volets et les renseignements figurant dans le document TN/TE/S/1 ne faisaient qu'affermir la conviction qu'il fallait préserver une telle possibilité.

58. Le représentant des CE a pris note de l'accord selon lequel le résultat des négociations se devait d'être ouvert, non discriminatoire et ne devait ni accroître ni diminuer les droits et obligations des Membres de l'OMC mais il a indiqué que les Membres pouvaient interpréter différemment ce qu'étaient les droits et obligations actuels. Il a ajouté qu'on ne pouvait affirmer sans risque d'erreur que le mandat ne pouvait déboucher sur un "résultat générique" et il était préoccupé des déclarations selon lesquelles l'absence de résultat négocié était ce que les ministres recherchaient. En conséquence, le maintien du statu quo décrit dans le document du Secrétariat TN/TE/S/1 était exclu. Toutes les autres approches étaient théoriquement possibles bien que les CE seraient hostiles à un régime compliqué de dérogations et, comme d'autres, doutaient de l'utilité de modifier l'article XX du GATT. Il a appelé l'attention sur la proposition faite par la Nouvelle-Zélande (décrite dans le document TN/TE/S/1) concernant la création d'un mécanisme consultatif volontaire et a indiqué que pendant la période précédant le Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) beaucoup avaient parlé de la nécessité pour les AEM de créer de meilleurs mécanismes de consultation et de règlement des différends au sein de leurs propres systèmes. Les travaux de la session n'étaient donc pas abstraits mais concernaient des préoccupations qui allaient au-delà du système de l'OMC.

E. QUESTIONS DE PROCÉDURE

59. Un certain nombre de participants ont exprimé leur appui à l'approche en trois phases proposée par l'Australie. Dans la première phase, la session extraordinaire recenserait les OCS énoncées dans les AEM dont il fallait discuter, en s'appuyant sur le document du Secrétariat WT/CTE/W/160/Rev.1, ainsi que les règles pertinentes de l'OMC. Dans la deuxième phase, un processus interactif entre les participants serait mené afin de déterminer si des questions liées à la mise en œuvre de ces OCS étaient survenues. Dans la troisième phase, les questions découlant des deux premières phases seraient examinées. Les participants ci-après ont appuyé cette approche: Philippines, Singapour, Brésil, Thaïlande, Indonésie, Malaisie, Mexique, Chili, Nouvelle-Zélande, Canada, Inde, Hong Kong, Chine, Pérou, Cuba, Égypte, Kenya, Uruguay, Bolivie, Corée, Pakistan et Colombie. Le représentant des Philippines a indiqué qu'il appuyait cette approche mais qu'il faudrait tenir compte des réserves qu'il avait exprimées plus tôt sur les phases des travaux.

60. De plus, même si les représentants de Singapour, du Brésil, de la Thaïlande, de l'Indonésie et de la Malaisie appuyaient l'approche australienne, ils ont déclaré qu'il fallait examiner quelques-uns des concepts contenus dans le mandat. Singapour et la Thaïlande ont proposé que la clarification des concepts pourrait se faire concurremment avec l'approche australienne et ils considéraient que le document argentin était complémentaire. Le Mexique a déclaré, qu'au besoin, le document argentin pourrait servir de point de départ aux travaux concernant la définition de certains concepts. Le Brésil a proposé que la séance d'information sur les AEM qui devait être tenue à la dernière réunion annuelle pourrait être considérée comme faisant partie de la deuxième phase proposée par l'Australie.

61. Le représentant du Chili a proposé que les phases énoncées dans le document australien soient assorties d'un calendrier flexible afin de faciliter les travaux de la session extraordinaire.

62. Pour le représentant de la Nouvelle-Zélande, étant donné que ceux qui étaient en faveur de telles négociations considéraient que ces questions n'étaient pas théoriques mais réelles et concrètes, la session extraordinaire se devait de leur ménager une possibilité de démontrer plus précisément la nature du problème. Ils pourraient se servir de la proposition australienne et du document WT/CTE/W/160/Rev.1 pour indiquer les domaines où ces questions étaient les plus réelles.

63. Le représentant du Canada était favorable à l'approche australienne mais, s'agissant de la question relative à l'échange d'information, il estimait qu'il serait préférable que les secrétariats obtiennent le statut d'observateur auprès de la session extraordinaire du CCE afin de pouvoir entretenir le dialogue avec eux sur une base ordinaire.

64. Le représentant des États-Unis s'est félicité de ce que l'Australie, dans son document, ait mis l'accent sur la discussion de problèmes véritables plutôt qu'hypothétiques. Le représentant du Japon a indiqué qu'il faudrait examiner le document de façon plus détaillée.

65. Le représentant des CE a déclaré qu'elles étaient prêtes à déterminer, comme le proposait l'Australie, si des problèmes étaient survenus entre les règles de l'OMC et les AEM mais que le mandat n'obligeait pas la session extraordinaire à mener un tel examen. En d'autres mots, la session extraordinaire n'était pas nécessairement tenue de recenser des problèmes afin que les négociations au titre du paragraphe 31 i) puissent aller de l'avant. Toutefois, les CE ne s'opposaient pas à ce que les renseignements disponibles sur les AEM ou les mesures commerciales éclairent le débat. Cela faisait certainement partie du mandat de la session extraordinaire mais n'empêchait pas la communication de documents supplémentaires sur des questions relatives aux définitions ou ne mettait pas fin au débat sur les principes et les paramètres. Les travaux de la session extraordinaire pouvaient suivre plusieurs voies parallèles et il comptait procéder ainsi aux prochaines réunions. Il a conclu en félicitant la Présidente du succès sur le plan de la procédure obtenu plus tôt sur les phases de travail.

F. ASSISTANCE TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

66. Plusieurs participants se sont exprimés sur la nécessité de prévoir une assistance technique et un renforcement des capacités aux fins des négociations. Il s'agissait notamment des Membres suivants: Chine, Kenya, Arabie saoudite, Argentine, Inde, les Philippines et Cuba. Plus concrètement, la Chine a fait valoir qu'à titre de nouveau Membre de l'OMC elle avait besoin d'aide afin de maîtriser les complexités associées aux négociations sur le commerce et l'environnement. Une telle aide lui permettrait de participer à part entière aux négociations. Le Kenya a indiqué que s'il appuyait l'approche en phase proposée par l'Australie, il aurait besoin d'assistance technique à chaque étape. Il a également déclaré que le paragraphe 33 de la Déclaration ministérielle de Doha ne pouvait être dissocié du paragraphe 31. L'Arabie saoudite a souligné la nécessité d'une aide technique au vu des travaux complexes qui attendaient la session extraordinaire concernant le recensement des AEM et l'examen de la portée du mandat de négociation. L'Argentine a demandé une assistance technique pour recenser les AEM qui étaient entrés en vigueur et ceux qui étaient encore en négociation. Le représentant de la Suisse a pris note des demandes d'assistance technique qui ont été présentées et s'est dit d'avis que cette question devrait pouvoir être examinée au titre du paragraphe 33 de façon à permettre aux délégations de mener les négociations prévues au paragraphe 31.

G. CONCLUSION DE LA PRÉSIDENTE

67. La Présidente a remercié tous les participants pour leurs contributions et ce débat animé, et a noté que le document australien avait reçu l'appui de plusieurs délégations. Elle attendait avec intérêt la poursuite de ces discussions à la prochaine réunion et a indiqué que le Secrétariat actualiserait le document TN/TE/S/1 sur une base régulière dans une note distincte consacrée aux propositions présentées à la session extraordinaire.

**III. PARAGRAPHE 31 II) – ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS ET CRITÈRE POUR L'OCTROI DU STATUT D'OBSERVATEUR**

68. La Présidente a appelé l'attention des participants sur les nouveaux documents distribués au titre ce point: 1) document TN/TE/S/2 du Secrétariat, intitulé *Mécanismes existants pour la coopération et l'échange de renseignements entre le PNUE/les AEM et l'OMC*; et 2) document TN/TE/W/5 des États-Unis. Les États-Unis ont présenté leur document et la discussion ci-après a suivi.

A. COOPÉRATION ET ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

69. Le représentant des CE partageait l'opinion des États-Unis sur l'utilité des séances d'information sur les AEM organisées par le CCE. Elles ont demandé que les sessions d'information résultant du mandat de négociation aient un caractère officiel et soient institutionnalisées. Elles étaient toutefois d'avis qu'une réunion annuelle ne suffirait pas. Ces sessions devaient porter sur une question bien définie, dont notamment le transfert de technologie ou l'assistance technique et le renforcement des capacités. Elles ont également fait ressortir l'importance d'engager et de renforcer le processus de coordination nationale dans les pays qui n'avaient pas la capacité technique de veiller à l'uniformité et à la cohérence. Par ailleurs, Elles estimaient que la création d'une base de données et l'organisation de la production de documents pourraient être utiles.

70. Les représentants de l'Indonésie, de la Thaïlande et du Pakistan estimaient également que les séances d'information sur les AEM avaient été très utiles dans le passé. L'Indonésie a demandé qu'elles soient tenues sur une base plus régulière et a indiqué qu'il y avait beaucoup plus de coordination nationale en Indonésie aujourd'hui. La Thaïlande a également fait bon accueil à toutes les autres propositions figurant dans le document des États-Unis.

71. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est félicité du document des États-Unis et, en particulier, de sa mention du fait qu'il incombait aux responsables nationaux de veiller à la compatibilité des règles de l'OMC avec les règles négociées dans d'autres instances et de mettre en œuvre les obligations de manière à respecter les autres obligations internationales. Les discussions au titre du paragraphe 31 ii) étaient des plus pertinentes aux travaux de la session extraordinaire visant à rechercher des réponses pratiques au paragraphe 31 i). La Nouvelle-Zélande savait que ceux qui étaient en faveur de négociations sur les AEM pourraient chercher à obtenir davantage mais elle voulait espérer que cela ne les empêcherait pas d'accepter que les progrès réalisés au titre du paragraphe 31 ii) fassent partie d'une solution au titre du paragraphe 31 i). Le représentant du Japon appuyait les propositions des États-Unis figurant dans les parties I et II du document et partageait l'avis que le paragraphe 31 ii) pouvait effectivement avoir une retombée positive sur le paragraphe 31 i).

72. Les représentants de la Suisse et du Canada se rangeaient à l'avis des États-Unis sur l'importance de la coordination nationale. La Suisse s'associait également aux remarques des États-Unis sur la nécessité de fournir une aide technique aux pays en développement afin de faciliter une telle coordination et regrettait que le PNUE n'ait pas été à même de tenir une réunion immédiatement après la présente session du CCE car ces réunions contribuaient à renforcer la coordination. Elle estimait que les séances d'information et la promotion de l'échange de documents étaient des instruments de coopération importants et qu'ils pouvaient porter sur des sujets spécifiques. Selon le Canada, il faudrait songer à institutionnaliser les échanges de renseignements et il souhaitait que la réflexion à ce sujet s'attache également au maintien d'une structure souple qui pourrait être adaptée à l'évolution des besoins. Il a encouragé vivement les responsables commerciaux à participer davantage au processus préparatoire du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) où des questions commerciales étaient débattues. Peu de responsables commerciaux avaient pris part aux réunions préparatoires du SMDD. Le représentant de la Chine partageait l'opinion du Canada sur l'importance de la coordination nationale, en particulier dans le cadre des préparatifs au SMDD.

73. Le représentant du Mexique était favorable à l'idée des États-Unis consistant à institutionnaliser les séances d'information sur les AEM. S'agissant de l'échange de documents, il a appelé l'attention sur les règles approuvées récemment par le Conseil général concernant la mise en distribution générale des documents et a dit qu'il était important de traiter cette question horizontalement. Il a fait bon accueil à la proposition des États-Unis visant à remédier au manque de capacités des pays en développement à cet égard, mais seulement sur une base volontaire. Le renforcement de la coordination était essentiel à l'élaboration de politiques commerciales et environnementales cohérentes.

74. La représentante de la Malaisie a demandé que la session extraordinaire indique quels seraient les Comités de l'OMC et les AEM qui seraient visés par le mandat, le mode d'échange des renseignements qui serait examiné et la manière dont cet échange pouvait être établi sur une base régulière. La session devait commencer par examiner la pratique actuelle et juger de son efficacité avant de l'institutionnaliser. Si les travaux du CCE nécessitaient un échange régulier de renseignements avec les AEM, d'autres organismes de l'OMC ne procédaient peut-être à un tel échange qu'en cas de besoin. Elle s'est demandé si les autres comités de l'OMC étaient même entrés en contact avec les secrétariats des AEM. La Malaisie devait examiner de nombreuses idées qui avaient été proposées en matière d'échange de renseignements afin de déterminer si une distinction pouvait être établie entre l'échange de renseignements et la coopération en général. S'agissant de la proposition des États-Unis concernant la mise en distribution générale des documents, elle a appelé l'attention sur les règles mentionnées par le Mexique et a demandé si la proposition des États-Unis cadrerait avec ces règles. De même, elle a demandé comment la mise en distribution générale proposée par les États-Unis préserverait la confidentialité des documents. La Malaisie a précisé qu'elle était en faveur des séances d'information sur les AEM mais elle souhaitait songer davantage à la distinction

entre l'institutionnalisation et la régularisation de ces séances ainsi qu'à leur nombre. Ce nombre devrait dépendre des circonstances particulières et ne pas être fixé *a priori*.

75. Le représentant de la Norvège estimait que la coopération actuelle entre le PNUE, la CNUCED, les AEM et l'OMC était utile et devrait être renforcée. La coopération pourrait comprendre ce qui suit: renforcement des capacités, ateliers d'experts (tels que le séminaire du PNUE sur les pêches), consultations d'experts sur des questions intéressant les négociations, amélioration des compétences environnementales de l'OMC et des compétences commerciales des AEM, et coopération entre les secrétariats et entre les mandataires élus. Elle a indiqué que les séances d'information sur les AEM organisées par l'OMC devraient également présenter des renseignements sur les politiques de l'OMC dans des domaines pertinents. Enfin, elle a plaidé en faveur du renforcement de la coopération à l'échelon national.

76. Le représentant du Brésil a souligné que le mandat était limité aux secrétariats des AEM et aux Comités appropriés de l'OMC. Il n'était pas fait mention d'une coordination accrue entre les responsables commerciaux et environnementaux sur le plan national. Même s'il pourrait s'agir d'un objectif souhaitable, il incombait au premier chef aux gouvernements nationaux de promouvoir le dialogue interne. Il considérait que certaines des propositions énoncées dans le document des États-Unis étaient extrêmement utiles. Les séminaires régionaux mentionnés dans le document du Secrétariat TN/TE/S/2, par exemple, pourraient effectivement être tenus sur une base régulière. Le représentant du Chili a également soutenu que la cohérence de la politique interne n'était pas du ressort de l'OMC mais des pays eux-mêmes. De plus, le manque de cohérence de la politique n'était pas seulement lié à l'insuffisance de la coordination nationale mais était également dû à des capacités limitées. Sur un autre point, le Chili était favorable aux séances d'information sur les AEM mais il se demandait si la proposition des États-Unis sur l'échange de documents pouvait rouvrir les règles convenues récemment par le Conseil général de l'OMC et établir diverses catégories d'utilisateurs des documents. Il a recommandé de ne pas non plus exagérer le problème de la mise en distribution générale des documents car peu de documents de la session extraordinaire du CCE étaient effectivement mis en distribution restreinte.

77. Le représentant du Kenya a déclaré que les séances d'information sur les AEM devraient porter sur la question du renforcement des capacités qui était essentielle pour les pays en développement. L'échange de renseignements devrait également porter sur l'impact des AEM et des obligations de la politique commerciale à l'échelon national.

78. Le représentant de l'Australie se félicitait des processus de coopération élaborés jusqu'à présent et dont le Secrétariat faisait état et considérait que la proposition des États-Unis en était l'extension logique. Il était notamment favorable à leur proposition consistant à améliorer la circulation réciproque de renseignements non seulement entre le personnel des secrétariats mais aussi entre les responsables environnementaux et commerciaux. La réalisation conjointe d'activités techniques qui appuyaient davantage les activités environnementales pourrait contribuer à améliorer la coordination nationale. S'agissant de l'échange de documents, il a encouragé les Membres à mettre en distribution générale les documents qu'ils communiquaient à l'OMC ou à le faire rapidement s'ils étaient mis initialement en distribution restreinte.

79. Le représentant de la Corée a demandé aux États-Unis de préciser s'ils considéraient que l'échange de renseignements entre l'OMC et le PNUE et entre l'OMC et les AEM revenait au même étant donné que plusieurs AEM étaient placés sous les auspices du PNUE. Le paragraphe 31 ii) du mandat ne faisait bien sûr mention que des AEM.

80. Le représentant des États-Unis a répondu aux observations qui ont été formulées. S'agissant de la coordination nationale, il était d'accord avec les délégations qui ont indiqué qu'elle ne faisait pas partie du mandat de Doha. La proposition des États-Unis ne portait pas sur la coordination nationale



mais sur l'échange de renseignements. Les États-Unis essayaient simplement de donner un contexte aux négociations. Dans le passé, la coopération et la collaboration entre les secrétariats des AEM et les organes de l'OMC avaient contribué à stimuler une plus grande coordination à l'échelon national et les États-Unis estimaient que des efforts supplémentaires en ce sens ne pouvaient qu'accroître la coordination entre les responsables environnementaux et commerciaux nationaux. Deuxièmement, plusieurs délégations avaient mentionné la possibilité d'examiner l'efficacité des mécanismes existants en matière d'échange de renseignements. Les États-Unis étaient favorables à cette proposition et ont demandé si le Secrétariat de l'OMC pouvait donner des indications à la session sur le bon fonctionnement des mécanismes existants. Les AEM pourraient également faire des observations à ce sujet à la séance d'information prévue pour la fin de l'année.

81. Pour les États-Unis, l'échange de documents faisait partie du mandat. On a demandé si leur proposition à cet égard était conforme à la décision récente du Conseil général sur la mise en distribution générale des documents. Les États-Unis considéraient que les propositions étaient conformes car ils ne proposaient pas de créer une nouvelle catégorie de documents mis en distribution générale mais d'élargir l'accès aux documents qui étaient présentement mis en distribution restreinte. Selon les États-Unis, la confidentialité des documents ne présentait pas de difficulté car ce qui était proposé ne différerait pas des règles sur la confidentialité des documents que les Membres et les observateurs actuels devaient déjà respecter.

#### B. STATUT D'OBSERVATEUR

82. S'agissant du statut d'observateur, les délégations ci-après ont déclaré expressément qu'il s'agissait d'une question horizontale qui devait être réglée soit par le Conseil général soit par le Comité des négociations commerciales (CNC): CE, Brésil, Thaïlande, Mexique, Malaisie, Suisse, Pakistan et Cuba. Elles ont ajouté les observations suivantes.

83. Le représentant des CE a déclaré qu'il y avait lieu d'octroyer un statut d'observateur aux AEM qui étaient directement intéressés par les travaux de certains organes de l'OMC, tels que le CCE, le Conseil des ADPIC, le Comité du commerce et du développement (CCD), le Comité de l'agriculture, le Conseil des services, le Comité OTC, et le Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS).

84. Les représentants du Brésil et de la Thaïlande ont fait valoir que s'il était important de faire participer les AEM aux travaux du CCE, on ne pouvait pas établir pour le CCE une norme différente des autres organes de l'OMC.

85. S'exprimant sur le document des États-Unis, le représentant du Mexique a déclaré que les observateurs devraient respecter le critère de base consistant à être ouvert à tous les Membres de l'OMC et faire la preuve d'un intérêt légitime dans les travaux des comités spécifiques de l'OMC. Il a donc demandé aux États-Unis ce qu'ils voulaient dire lorsqu'ils ont indiqué que "les autres rôles spécifiques que les secrétariats d'AEM pertinents pourraient jouer dans les travaux de l'OMC" devraient être examinés car il fallait établir des critères précis. Le représentant de la Malaisie s'est associé aux déclarations du Brésil et du Mexique.

86. Pour le représentant de la Suisse, l'octroi du statut d'observateur était un élément essentiel au renforcement de la coopération et il comptait que le CNC réglerait cette question dans les meilleurs délais. Il a rappelé les observations que la Suisse avait déjà formulées sur la nécessité de déterminer quels seraient les organes de l'OMC qui tireraient avantage d'un tel échange de renseignements; il s'agissait au moins des Comités OTC, SPS et de l'agriculture ainsi que des Conseils des ADPIC et des services.

87. Le représentant du Pakistan a indiqué que les progrès sur l'octroi aux AEM du statut d'observateur auprès de la session extraordinaire du CCE devraient attendre la réalisation de progrès sur le paragraphe 31 i).

88. Le représentant de l'Égypte appuyait les États-Unis qui proposaient, au paragraphe 16 de leur document, de tenir compte des "caractéristiques pertinentes" lorsque les demandes de statut d'observateur étaient à l'examen. Les critères régissant l'octroi du statut d'observateur devraient être objectifs et exclure toute possibilité que des considérations d'ordre politique entrent en ligne de compte. De telles considérations étaient à la base de l'impasse sur la question au Conseil général. L'Égypte estimait que les critères devraient être souples et faire une place aux accords environnementaux régionaux afin d'assurer une plus grande transparence. Le représentant de Cuba a appuyé les observations de l'Égypte mais a ajouté que le CNC devait trouver une solution.

89. Pour le représentant de l'Indonésie, il était bon que les critères relatifs à l'octroi du statut d'observateur auprès du CCE soient clairs. La présence des secrétariats des AEM intéressés à titre d'observateur aux réunions du CCE pouvait contribuer aux travaux de cet organe et renforcer la transparence externe. Cela dit, les négociations sur cette question devaient respecter l'annexe 3 du document WT/L/161. Il fallait également tenir compte des travaux menés actuellement par le Président du CNC sur cette question.

90. Le représentant de la Norvège est convenu qu'il y avait lieu de tenir compte des discussions en cours au CNC; la session extraordinaire avait été chargée spécifiquement d'examiner la question. Il estimait qu'il faudrait que la question soit régie par des critères simples tels que les suivants: l'observateur devait être un accord ou une organisation environnemental; il devait être multilatéral quoiqu'il faudrait songer à la proposition des CE consistant à inclure les accords régionaux relatifs à un produit ou une espèce spécifique; et il devait faire partie de la famille des Nations Unies même s'il pourrait être tenu compte d'autres accords. Il fallait également inclure les AEM intéressés aux négociations en cours. Le représentant du Kenya était du même avis que la Norvège. Le représentant du Chili s'est associé aux observations de l'Égypte et estimait comme la Norvège que la session extraordinaire du CCE avait un mandat très spécifique à cet égard. Il devait établir des critères sur l'octroi du statut d'observateur qui s'appliqueraient non seulement au CCE mais à tous les organes pertinents de l'OMC. Le représentant de la Corée estimait que la proposition des États-Unis relative à l'élaboration par la session extraordinaire du CCE de lignes directrices propres au statut d'observateur méritait qu'on s'y attarde.

91. Le représentant de l'Australie a appuyé la proposition des États-Unis visant à simplifier les demandes des AEM en vue de l'obtention du statut d'observateur et à examiner le rôle que pourraient jouer les AEM dans les travaux de l'OMC. La participation des AEM à titre d'observateur auprès de la session extraordinaire augmenterait sensiblement la transparence et diminuerait les préoccupations inutiles. Le représentant du Japon appuyait toutes les propositions des États-Unis figurant dans la partie III du document.

92. Le représentant des États-Unis a indiqué qu'il savait que cette question était examinée dans deux cadres distincts, le CNC, pour les organes de l'OMC chargés des négociations, et le Conseil général, pour les organes de l'OMC qui n'étaient pas chargés des négociations. La proposition des États-Unis ne cherchait pas à préjuger du résultat de leurs travaux. Il était expressément précisé dans la proposition qu'elle ne portait pas sur l'octroi du statut d'observateur auprès des organes de négociation et qu'elle tenait compte des dispositions existantes des procédures du Conseil général relatives à l'octroi du statut d'observateur. Elle visait plutôt à préciser davantage ces dispositions.

C. CONCLUSION DE LA PRÉSIDENTE

93. La Présidente s'est félicitée de la discussion qui avait eu lieu. Elle espérait qu'elle serait poursuivie aux réunions à venir et que la séance d'information sur les AEM qui serait tenue à la fin de l'année y contribuerait.

IV. PARAGRAPHE 31 III) – BIENS ET SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

94. La Présidente a appelé l'attention des participants sur le nouveau document distribué au titre de ce point: document TN/TE/W/6 de la Nouvelle-Zélande sur les *biens environnementaux*. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que même si le document, en particulier les statistiques qui y figuraient, datait de plus de trois ans, il était toujours utile pour les raisons suivantes: premièrement, il contenait une définition des biens environnementaux qui bénéficiait d'un appui relativement élevé d'un groupe représentatif de Membres de l'OMC (ceux faisant partie de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) à l'époque où ce document avait été rédigé); et, deuxièmement, il contenait des renseignements détaillés sur les biens susceptibles d'être visés par ces négociations. La Nouvelle-Zélande a souligné que la communication de ce document ne modifiait pas sa position antérieure selon laquelle les négociations proprement dites sur les biens environnementaux devraient avoir lieu au sein du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés et que la session extraordinaire du CCE devrait jouer un rôle de surveillance.

95. Le représentant du Canada pensait également que les négociations proprement dites seraient menées ailleurs mais que la session extraordinaire du CCE en suivrait le déroulement. Il a indiqué que la Canada était l'une des quatre économies (les autres étant le Japon, le Taipei chinois et les États-Unis) qui avaient proposé, en 1997, que le secteur des biens et des services environnementaux soit examiné dans le cadre de la libéralisation accélérée des échanges conformément à l'appel lancé par les Ministres du commerce international de l'APEC. Une série de réunions d'experts techniques avait eu lieu en 1998 afin de mettre au point les détails de cette proposition de libéralisation des échanges. Les économies de l'APEC qui étaient à l'origine de la proposition ont reconnu qu'il était difficile de définir et de classer ces biens et services (y compris les technologies) d'une manière qui serve aisément de base à la conclusion d'un accord de libéralisation des échanges. Pour cela, les économies de l'APEC se sont servi de la définition de l'OCDE selon laquelle l'industrie de l'environnement comprenait "les activités qui produisaient des biens et des services servant à mesurer, prévenir, limiter ou corriger les dommages occasionnés à l'environnement tels que la pollution de l'eau, de l'air et du sol ainsi que les problèmes liés aux déchets, au bruit et aux écosystèmes. Les technologies, procédés, produits et services moins polluants qui réduisaient les risques pour l'environnement et minimisaient la pollution et économisaient les matériaux étaient également du ressort de l'industrie de l'environnement". À partir de cette définition, les économies de l'APEC ont dressé, selon les codes du système harmonisé (SH), une liste de biens qui seraient visés par l'accord. L'APEC a dressé une liste complète de biens qui avaient des effets sur l'environnement et, ce faisant, a examiné et supprimé ceux qui ne remplissaient pas les critères. La proposition qui en a résulté a été présentée aux dirigeants de l'APEC qui l'ont approuvée à leur réunion annuelle, tenue à Kuala Lumpur en novembre 1998. Le Canada était d'avis que ces travaux pourraient servir de base aux négociations sur les biens environnementaux qui seraient menées au sein du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés.

96. Le représentant des CE a indiqué que si elles ne rejetaient pas une approche fondée sur l'établissement de définitions aux fins des travaux sur les biens environnementaux, elles estimaient qu'il ne serait pas prudent de compter uniquement sur une telle approche. Il n'était pas nécessaire de faire de l'établissement de définitions une condition préalable aux travaux dans ce domaine. Partant, elles se sont demandé si, à titre de point de départ des négociations, les participants ne pouvaient pas établir quelques critères objectifs ou reconnaissables qui décriraient les biens dont un accès accru aux marchés serait favorable non seulement aux échanges mais aussi à l'environnement. Cela dit, les CE

étaient ouvertes à d'autres propositions relatives à l'examen des biens dont le commerce accru pourrait être favorable à l'environnement (des biens dont les chaînes de valeur et les caractéristiques de production étaient, par exemple, durables). Une telle approche compterait sur les pays qui estimaient produire des biens de manière particulièrement durable pour dire, par exemple, "jetons un coup d'œil sur les chaises de jardin en teck durable" ou "jetons un coup d'œil sur les sacs de jute". Les CE ont également rappelé aux délégations l'aspect non tarifaire du mandat dont elles espéraient vivement qu'il ferait l'objet d'une approche ambitieuse.

97. Le représentant de la Malaisie s'est félicité des travaux réalisés par l'APEC mais il estimait que sa liste de biens environnementaux pourrait être interprétée différemment dans le cadre plus large de l'OMC. Il a accueilli avec intérêt la proposition des CE concernant l'élaboration de critères, ou même l'établissement de définitions.

98. Le représentant de l'Inde a déclaré que le document de la Nouvelle-Zélande était un bon point de départ pour la discussion sur cette question. Il a indiqué que l'OCDE avait elle-même soulevé plusieurs questions dont il pourrait être tenu compte dans l'établissement d'une définition. Il a résumé quelques-unes des préoccupations ou des difficultés qui avaient été relevées par l'OCDE. Premièrement, la classification du SH ne comportait que six chiffres alors que les pays classaient des produits à huit ou à dix chiffres ou plus encore. Le recensement de biens environnementaux en fonction de codes de catégories de produits à six chiffres du SH comportait la classification de biens à un niveau d'agrégation plus élevé que celui qui leur aurait été applicable s'ils avaient eu leurs codes distincts. Deuxièmement, l'énumération de biens environnementaux soulevait de très nombreux problèmes en raison des divers usages des produits. De nombreux produits environnementaux pouvaient être utilisés à des fins multiples, y compris à des fins qui n'étaient pas environnementales. À titre d'exemple, la séparation des déchets dangereux des effluents de la production nécessitait une centrifugeuse. Or, il était possible qu'une centrifugeuse ne soit utilisée à des fins environnementales que 10 pour cent du temps et qu'elle soit utilisée à d'autres fins le reste du temps. Troisièmement, l'OMC avait en général recensé ou classé des biens selon leurs caractéristiques physiques. En l'occurrence, il faudrait recenser les biens en fonction de leur utilisation finale. Il ne savait pas quelles seraient les répercussions sur la définition des "produits similaires". La question des procédés et des méthodes de production (PMP) pourrait également être soulevée si les produits étaient classés en fonction de la manière dont ils avaient été produits. Par ailleurs, certains pays pouvaient utiliser des biens environnementaux simplement parce qu'ils étaient moins chers et non pas parce qu'ils étaient respectueux de l'environnement et il s'est demandé comment il serait tenu compte de cette possibilité. Enfin, il a déclaré que le concept des technologies propres était relatif car une technologie propre dans un pays moins avancé du point de vue technologique pouvait ne pas être considérée telle dans une économie plus avancée. Ainsi, les technologies considérées respectueuses de l'environnement dans un pays pouvaient être considérées non respectueuses de l'environnement dans un autre pays.

99. Le représentant de la Corée a déclaré que les travaux de l'APEC étaient un bon point de départ pour la discussion. Il fallait déterminer le champ d'application des biens environnementaux et le réduire afin que les Membres de l'OMC parviennent à un consensus. Un champ d'application plus restreint faciliterait également les négociations.

100. Le représentant de la Chine est également convenu que la session extraordinaire du CCE ne jouerait qu'un rôle de surveillance sur cette question mais il a demandé qu'il soit procédé à un échange de renseignements entre le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés et la session extraordinaire du CCE. La Chine faisait bon accueil au document de la Nouvelle-Zélande mais a indiqué qu'elle étudiait encore le concept des biens environnementaux. Elle a demandé une aide technique à ce sujet.

101. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que la présente discussion préliminaire mettait déjà en évidence une source possible de préoccupations, à savoir la manière dont les biens seraient définis. Ils pouvaient être définis selon les caractéristiques du produit ou selon des critères

liés à la production. On s'aventurait ainsi sur le terrain des PMP, une question que le CCE ne connaissait que trop bien. Il a ajouté que la question des obstacles non tarifaires nécessiterait des travaux supplémentaires. S'agissant des services environnementaux, il a indiqué que le document faisait référence aux documents déjà distribués à ce sujet.

102. La Présidente s'est félicitée du débat et attendait avec intérêt qu'il se poursuive à la prochaine réunion.

## **V. AUTRES QUESTIONS**

103. La Présidente a appelé l'attention des participants sur le document TN/TE/W/3 des CE portant sur *l'évaluation de l'impact sur la durabilité (EID)*. Le représentant des CE a indiqué qu'elles ne souhaitaient pas présenter ce document mais simplement en faire mention aux participants. Le document était distribué en partie pour information mais il était également distribué à titre d'invitation lancée à tous les experts, issus des milieux gouvernementaux ou universitaires, des pays Membres de l'OMC à entrer en contact avec ceux qui œuvraient en Europe sur les questions liées à l'évaluation de l'impact. Les CE menaient des EID principalement parce que les négociations avaient été entamées à l'OMC, quoiqu'elles savaient qu'il ne s'agissait pas d'une question visée par les négociations. Un certain nombre de participants ont indiqué que la session extraordinaire du CCE n'avait pas été l'enceinte appropriée pour la présentation de ce document.

104. La Présidente a prié les délégations de songer à leurs besoins en matière d'assistance technique dans le cadre des négociations et a conclu en remerciant les délégations de leur participation. Elle a indiqué que la prochaine réunion de la session extraordinaire du CCE serait tenue immédiatement après la réunion ordinaire du CCE et qu'elle aurait lieu les 10 et 11 octobre 2002.

---